



La déclaration annuelle
Du réseau Amazigh pour la citoyenneté
A l'occasion du nouvel an Amazigh 2968.



Réalité de Tamazight au
Maroc
Année 2017

La déclaration annuelle du Réseau Amazigh Pour La
citoyenneté 2017



La déclaration annuelle
d'Azetta Amazighe sur la
situation et la réalité de
Tamazight au Maroc
Année 2017



La présente déclaration annuelle élaborée par Azetta , expose les résultats de la collecte et du suivis concernant la situation de Tamazight au Maroc et les violations qu'elle a subit au cour de l'année 2017. Et c'est à travers l'observation des activités gouvernementales et parlementaires et des autres institutions, en évaluant leur intérêt et leur volonté concernant l'activation des dispositions constitutionnelles marocaine. Sans dépasser les pratiques qui reproduisent la ségrégation contre les amazighs et Tamazight, quelque soit ses origines.

L'année 2017 s'est écoulée sans que Tamazight progresse, l'activation des dispositions constitutionnelles relatives au statut officiel de Tamazight est en stagnation depuis un an et demi, donc après l'expiration d'un mandat législatif et le commencement d'un autre – dans le cadre d'une nouvelle constitution qui reconnait Tamazight comme une langue officielle, et définit les modalités de sa protection et son développement.



Le gouvernement pour dégager sa responsabilité, explique toujours l'inexistence des mesures en faveur de Tamazight, par l'absence de la loi organique, et continue de produire des mesures contraire à l'esprit de la nouvelle constitution tout en négligeant la position constitutionnelle de Tamazight et ses besoins. Et continue sans cesse ses politiques de marginalisation et d'appauvrissement des régions Amazighs en exploitant à fond les ressources naturelles et en rétrécissant les propriétés collectives des tribus , des terrains et forêts .

Alors que l'institution législative s'est contenté seulement sur la délibération de l'initiative gouvernementale des deux projets de loi 26.16 et 04.16 non tranchées par la suite. Tout en tenons compte de la nécessité de la révision de leur contenu, une responsabilité qui incombe actuellement aux parlementaires.



Aucune action, en guise de promouvoir et de sauvegarder les droits linguistiques et culturelles amazighs, par la justice ou les autres institutions n'a été prise, malgré les atteintes qu'ils ont subis de la part de l'Etat, de ses représentants ou d'autrui.

Par conséquent l'année 2017 à connaît la persistance des actions de militantisme du mouvement Amazigh dans sa quête pour l'équité de Tamazight en tant que langue, qu'identité et civilisation. Malgré les rétrécissements qu'elles rencontrent.

Le **Hirak** du rif illustre les failles et les inégalités que connaissent les périphéries marginalisées, et remet en évidence les revendications identitaires des Amazighs, le non usage de Tamazight aux tribunaux à été aussi soulever par les 500 détenus dont parmi eux 24 mineurs ont été maintenu aussi en prison. Il serait utile de rappeler que les autorités ont recouru aux



traducteurs(Hassani) lors du jugement des poursuivies suites aux événements de **Gdimzik**.

De même **Azetta** qui a déposer son dossier juridique après son 5^{ème} congrès tenu en octobre 2017 auprès des autorités, sans recevoir le récépissé provisoire, ce qui entrave l'exécution des obligations d'Azetta envers ses partenaires, la constitution et le renouvellement de ses instances régionales.

On ne nie pas l'existence des réalisations et des mesures d'aspect positif pour Tamazight, mais qui va de pair avec l'évolution typique quelle nécessite, et qui rendra de l'équité et la conciliation des actions réelles et non seulement une propagande et la continuité du despotisme et de l'avilissement.

A l'échelle internationale, l'année 2017 a été marquée par la célébration du 69^{ème}



anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, de sa part l'ONU à affirmer lors de la 72^{ème} session de l'assemblée générale que l'inégalité, le terrorisme et le climat sont les crises auxquelles l'humanité fait face. Après le renouvellement de la direction de l'UNESCO en octobre 2017, tous les Etats se sont consentis sur le promoteur du multilinguisme et de la diversité culturelle considérés comme facteurs fournissent la lentille à travers laquelle nous voyons le monde.

Le statut de l'Amazighité et des amazighs des régions d'Afrique du Nord est soumis aux exigences internes et internationales en même temps, les activistes et les membres du Haut conseil des Amazighs de la Libye sont exclus des dialogues sur l'avenir de leur pays, ils sont aussi ciblés par des extrémistes et les mouvements terroristes. Or en Algérie, malgré la reconnaissance officielle du nouvel an Amazigh, les autorités algériennes diffament encore les amazighs de Ghardaya , poursuit même en



dehors de leur territoire , comme il est le cas de Salah Abbouna en 2017 et KhodirSekouti arrêté en Espagne en Septembre , l'Etat algérien demande l'extradition de ses deux militants .

La Kabylie a été secouée par un mouvement de protestation décembre dernier, contre l'amendement parlementaire qui vise à généraliser l'enseignement de la langue Amazighe .

La conscience identitaire a pris plus d'ampleur en Tunisie, mais les activistes du mouvement Amazigh subissent encore des agressions. Toutefois il est interdit d'inscrire des prénoms Amazighs, et les organismes Amazighs ne sont pas tolérés, la militante amazighe Dima Trabelsy a été grièvement tabassée en Octobre 2017.

En sus, la diaspora Amazigh exprime à nouveau la fierté d'appartenir à cette identité, et partage les préoccupations de sa nation.

Au niveau national, six mois après l'impasse des tractations, le gouvernement présente son



allocution en Avril 2017, où Tamazight est évoquée mais non loin des deux projets de loi initiés par l'ancien gouvernement, qui font l'objet de critique de toutes les composantes du mouvement Amazigh. Les décisions gouvernementales illustrent toutefois la marginalisation et la ségrégation à l'encontre de Tamazight.

Les recommandations émises par les mécanismes internationaux des droits de l'Homme, et adressées au gouvernement marocain n'ont pas été respectées. En 2011 le Maroc avait reçu 25 recommandations relatives à la généralisation et l'accélération de l'enseignement Tamazight et de l'activation de son caractère officiel, et la suspension de l'interdiction des prénoms Amazighs, et d'autres recommandations concernant les médias, l'art et la culture, provenant de l'experte indépendante des Nations Unies dans le domaine des droits culturels, ainsi que du comité des droits économiques sociaux et



culturels en 2015, puis du comité des droits civils et politiques en 2016 .L'année 2017 s'est distinguée par la participation du Maroc à la tenue de la session de l'examen périodique universel au conseil des droits de l'homme à Genève ou il a été félicité et appelé à consolider ses efforts en matière de promotion des langues, du patrimoine et de la culture Amazighe. Le conseil a aussi recommandé à l'Etat de garantir l'accès équitable aux ressources économiques et sociales, de même pour l'enseignement universitaire en Tamazight.

Pour la mise en œuvre effective des principes de la démocratie participative, le chef de gouvernement a adopté le 25 Mai 2017 un décret fixant la composition de la commission des pétitions, ses attributions et les modalités de son fonctionnement. La nomination des membres de la commission avait eu lieu le 31 juin 2017.

La loi 79.14 sur l'autorité de la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination a été



promulguée en vertu de l'article 19 de la constitution le 12 octobre 2017, au bulletin officiel n°6612, et entrera en vigueur après la nomination du président et les membres de cette autorité.

Selon cette loi, l'autorité siège à Rabat mais peut dès que possible créer des sections régionales. C'est une institution nationale indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son président et l'ordonnateur et elle est soumise au contrôle supérieur des finances publiques. Le rôle de cette instance consiste en la formulation à son initiative ou après demande du Roi ou l'une des deux chambres du parlement, des propositions concernant les lois organiques et les projets de loi. Elle contribue et œuvre à la réalisation de la parité entre les hommes et les femmes veillera aussi à l'instauration de cette culture aux programmes éducatifs. L'instance sera également chargée du contrôle et du suivi de toutes formes de discriminations. Et incite le



gouvernement a adapté l'arsenal juridique national aux obligations internationales du Maroc, sans contrevenir aux constantes de la nation. Elle est censée participer à l'évaluation des politiques publiques des secteurs public et privé. L'instance se compose du président nommé par dahir, et 24 membres issus des associations de la société civile ayant aux moins 10 d'ancienneté nommés par le chef du gouvernement, et deux membres nommés par le parlement.

Il est utile de rappeler que les membres de cette instance sont élus pour une période de cinq ans renouvelable, l'adhésion est volontaire avec possibilité d'indemnisation définit par un décret sur les missions. L'adhésion est aussi incompatible avec l'appartenance à une institution constitutionnelle en vertu des articles 161 et 170 de la constitution. Des commissions permanentes sont aussi créées. Entres autres : Commission d'évaluation,



commission des plaintes, commission de communication et de sensibilisation.

Mais il s'avère que l'autorité est compétente exclusivement en la discrimination contre les femmes, sans définir les fondements de cette discrimination et sans permettre à cette instance de couvrir toutes les autres discriminations telles qu'elles sont définies par les instruments internationaux et la constitution.

Les deux lois de finances 2017 et 2018 sous l'égide du gouvernement actuel, ne comprennent pas de mesures ni augmentation de crédits en faveur de Tamazight.

Le conseil national des archives à vocation consultative adopté par décret 2.17.384, promulgué le 8 aout 2017 au bulletin officiel n°6616, a pour mission de suivre la stratégie nationale d'archivage conservation, organisation, protection et valorisation.



Le Conseil national des archives veille à coordonner et à se concerter sur les programmes gouvernementaux relatifs à l'organisation et la sauvegarde du patrimoine archivistique. Etudie le rapport annuel que présente le directeur de l'archive devant le chef de gouvernement, et veille à la dynamique et la cohérence des stratégies qui vise la promotion de l'archive.

Le conseil du gouvernement à adopté au 21 décembre 2017 le plan d'action national en matière de démocratie et droits de l'Homme, qui parmi ses recommandations, l'accélération de promulguer les deux lois organiques en vertu de l'article 5 de la constitution et le renforcement de la langue et la culture Amazighe et leur intégration en justice, à l'administration, à l'enseignement et à la vie quotidienne, et les révisions des cahiers des charges des médias publiques pour renforcer la présence et le rayonnement de Tamazight et mettre à sa disposition les



ressources financières et humaines nécessaire .
L'innovation de ce plan est la résolution 101 qui vise le renforcement des mécanismes de recours en matière de discrimination culturelle. La résolution 242 qui prévoit le transfert des attributions relatives aux noms de famille du Haut comité de l'état civil, à la justice reste la plus décevante puisqu'elle ne couvre pas les prénoms, sujet qui fait l'objet de multiples plaintes, surtout pour le choix de prénoms Amazighs pour les nouveaux descendants, ce qu'on verra plus tard.

Concernant l'intégration de la langue Amazighe aux centres de formation, une circulaire du chef de gouvernement publiée le 04 juin 2017, met l'accent sur la gradualité de la mise en œuvre de la langue Amazighe au sein de quelques instituts supérieurs, mais l'étrange de cette circulaire, c'est qu'elle insiste sur le lancement, l'année prochaine d'une phase expérimentale d'exécution, en attendant la sortie des deux lois



organiques, une décision selon le chef du gouvernement qui permettra d'en tirer des leçons afin d'appropriier l'implémentation de Tamazight au niveau de l'administration , la justice , le média , le culturel et l'artistique.

Cela s'emploie à L'école nationale d'administration, l'institut supérieur de la magistrature, l'institut supérieur de l'information et de la communication, L'Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel et du cinéma, Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation, Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine. La circulaire interpelle aussi l'autre département ministériel à planifier des sessions de formation en Tamazight et en collaboration avec l'institut royal de la culture Amazighe afin de qualifier les Etudiants de ces instituts en Tamazight.

Le ministre de la santé, et dans une initiative similaire, a adressé une note ministérielle aux directeurs des centres de formation des infirmiers et techniques de santé, incitant ces



derniers à programmer en collaboration avec l'institut royal de la culture Amazighe, la langue Amazighe parmi les modules de langues et communication, et de communiquer à la directions des ressources humaines l'ensemble des mesures prévus pour réussir ce chantier .

En dépit de la reconnaissance du ministre de l'éducation nationale, des défaillances du chantier de la généralisation de Tamazight, et ses promesses d'y remédier, les postes consacrés à l'enseignement de Tamazight au primaire ne dépassent pas les 150 des postes contractuels offerts au concours lancés par les académies régionales d'éducation et de formation. Quant à l'enseignement secondaire, aucune lueur d'espoir d'introduire Tamazight ne se pointe à l'horizon.

La portion médiocre de l'appui gouvernemental au secteur culturel, destiné à Tamazight, a fait l'objet de polémique, directement après l'annonce des résultats du prix du livre par le ministère de la culture, Le même ministère a



également éveillé la colère de ceux qui ont suivi la création des Centres d'études et de recherches sur le patrimoine portugais, andalou et hassani, dans une nette exclusion de la culture amazigh malgré son statut constitutionnel.

Les cahiers de normes pédagogiques appliqués aux conservatoires de musique et d'art chorégraphique ont été signés par le ministre de la culture le 03 Avril 2017, sans quels reconnaissent la music et les instruments Amazighs parmi les modules enseignés, de même pour la langue Amazighe.

Malgré les ajustements procéduraux concernant l'appui de l'art, du théâtre et du livre le 20 septembre 2017, aucune avancée pour le Tamazight n'est constatée. De même la décision du ministre de la culture 3202.17 du 20 novembre 2017 sur la forme et le contenu de la



carte d'artiste, exclue quasiment la langue Amazighe. Le ministre de la culture a également nommé le président et les membres du comité de jury du prix national du théâtre qui ne compte aucun artiste ou activiste ou un intéressé par le théâtre Amazigh.

Pour le fond d'appui cinématographique, le décret instituant une commission pour soutenir la production cinématographique étrangère au Maroc et venu au moment où la production Amazighe est encore privée de tout appui public et conditionné de la traduction arabe pour que sa candidature soit acceptée par le centre cinématographique marocain.

Sur le plan médiatique, la profanation du produit artistique et médiatique Amazigh persiste encore par les différentes institutions médiatiques, l'irrespect des cahiers de charges y compris leurs défauts continu, la qualité des programmes diffusés en Tamazight est soumise aux conséquences du monopole de la production par des producteurs, à titre



d'exemple, les liens publicitaires de sensibilisation (les rampes d'accès –programme Massa- répression de la fraude- sécurité routière) sont diffusés en Français et en Arabe sur la chaîne Tamazight , sans prendre en considération la langue de la chaîne ni le public ciblé.

La preuve de cette irrévérence vis-à-vis Tamazight aux médias, c'est l'annonce de l'avis de recrutement des journalistes présentateurs par le directeur général de la SNRT, réservé aux candidats titulaire de diplôme de communication, ou licence en langue arabe ou étrangère sans cité la licence en études amazighs.

Après un retardement qui a duré des décennies, le ministère de l'intérieur à publier la liste des ayants droits des collectivités soualíyates. Et à procéder à la nomination de nouveaux membres du conseil administratif de tutelle des collectivités soualíyates le 18 Avril 2017. Malgré la cadence des mesures procédurales de



conservation des terres collectives, cela n'a pas abouti à la résolution effective de cette problématique qui fait toujours l'objet de saisine des tribunaux, les tribus inventent de nouvelles formes de protestations pour dénoncer l'exploitation inégales des forêts et des ressources naturelles situés dans leur zone d'influence. Ce qui a conduit à bafoué les droits de l'homme et des poursuites en justice, cette tension s'explique par l'absence de garanties de participation citoyenne au processus de prise de décision, et le manque de soin pour le consentement informé et éclairé des parties prenantes sur les projets de développement et d'investissement. Avec l'activation de règles rapides et transparentes en cas de compensation des personnes touchées.

Le ministère de la justice demeure responsable d'interdiction des prénoms Amazighs et leur inscription immédiate, le ministre de l'intérieur a essayé de démentir ceci, et prétend que son département n'est pas responsable, et que les



refus ont été dus aux citoyens, ce qui est contraire aux contenus des demandes de soutien des personnes lésés reçus par Azetta , et voici la liste des cas observés par Azetta :

| numéro | Prénom interdit | lieu | Date |
|--------|-----------------|--------------------------|---------------------|
| 1 | SIMAN | Azilal | 08juin2017 |
| 2 | MASSIN | El Maarif .Casablanca | Juillet2017 |
| 3 | SYLIA | Awloz .Taroudant | Aout 2017 |
| 4 | AMNAY | Imlchil-Midelt | Septembre2017 |
| 5 | SYLIA | Province Eljadida | 14 septembre2017 |
| 6 | SIFAW | AinSbaa. Casablanca | 12octobre2017 |
| 7 | SYLIA | Commune | 02 Novembre |



| | | | |
|---|----------|----------------------|---------------------|
| | | Fergla Errachidia | 2017 |
| 8 | MASILIYA | TARRAST- Inzgane | 17 Novembre 2017 |

Nous sommes conscient que l'interdiction systématique des prénoms Amazighs, et leur détachement des listes accréditées par le ministère de l'intérieur est un comportement qui se reproduit de manière méthodique au niveau national et même par les missions diplomatique et consulaire, ce qui rend ceci une violation extrême des droits de l'homme.

Le nouvel uniforme et équipement adopté par la direction générale de la sûreté nationale, ignore le caractère Tifinagh. et ses appels de recrutements exclus L'Amazigh dans ses avis.

En 2017, le ministère des Habous et des affaires Islamiques avaient reformé le système d'éducation et des examens de l'enseignement traditionnel et de l'université Quaraouiyine, et



de l'Établissement Dar Alhadith Al Hassania , sans prendre en considération la langue et la culture Amazighe . Comme elle a entamée une série des compagnes, des programmes contre l'analphabétisme au profit des pèlerins et des Imams en Arabe sans recourir à Tamazight malgré son importance à ce genre de service.

La même vision été celle du ministère de l'artisanat exprimée par son arrêter publier en Mars 2017 modifiant le système de formation de l'académie des beaux-arts, en excluant l'art artisanal Amazigh, précisément celui relatif aux instruments et à la calligraphie Amazighe.

En vertu du décret du chef de gouvernement publier le17 aout 2017, Bank Al Maghrib avait émis une monnaie commémorative, ses caractéristiques ont été définie par l'article 2 dudit décret qui ne prévoyait pas l'utilisation des symboles Amazighs.

Le premier portail interactif institué pour recevoir les plaintes des citoyens, est saisie en Arabe et en français seulement.



Des commissions mises en œuvre composées des associations de la société civile excluent les organismes et les activistes Amazighs, il s'agit du comité du Prix Tamayuz de la femme Marocaine, du Jury du Prix de la société civile, et d'autres.

L'impact du blocage gouvernemental sur la vie parlementaire était marquant, la chambre des représentants a voté à l'occasion de l'ouverture de sa première session pour l'adhésion du Maroc à l'Union Africaine, ce qui influencera au niveau juridique et institutionnel l'approche droit au Maroc.

A propos des deux lois organiques concernant Tamazight, des concertations préliminaires au sein des commissions parlementaires ont été entamées, une journée d'étude a été également organisée sous le thème de l'opérationnalisation du caractère officiel de Tamazight à la chambre des représentants avec la participation des institutions et des acteurs de la société civile, Azetta à exposer à cette composition sa position exprimé dans son mémorandum



interactif publiée en avril 2017. (Le mémo et le speech sur le site web / www.azetta.org).

Dans le cadre du contrôle parlementaire exercé sur le gouvernement, un représentant appartenant à l'opposition à poser une question sur l'exclusion de tamazight des concours d'emploi, et une autre sur l'interdiction des prénoms Amazighs.

Un représentant de la majorité parlementaire avait interpellé le ministre chargé de la réforme de l'Administration et de la Fonction publique sur la possibilité de reconnaître le nouvel an Amazigh comme fête nationale et jour non ouvré, néanmoins la réponse du ministre à fait objet de plusieurs critiques en raison de son ignorance aux échanges sociale sur le sujet.

Relativement aux comportements sociaux, les supporters de l'équipe RCA ont crié lors d'un match des slogans racistes contre les originaires de la région Souss, ce qui a frustré ces derniers , surtout après la diffusion de ces déclarations sur



les chaînes publiques et les réseaux sociaux .En absence d'excuse d'aucune de ces chaînes ou de l'équipe et ses supporters , une association de fans de l'équipe Soussi ont adressé une plainte à la fédération Internationale du Football.

A Ifran de l'Anti-Atlas, les gravures et les sculptures du Mellah juif ont été détruites sans poursuivre les suspects, ni prise de mesures pour empêcher la destruction de notre patrimoine culturel.

Sur les réseaux sociaux des photos et des infos circulent autour de l'usage de roches contenant des gravures historiques pour la construction du bâtiment de l'office nationale de l'électricité à la ville de Tata, en absence de dénégarion du fait aucune enquête judiciaire ou administrative n'a eu lieu.

L'année 2017 se distingue par l'intérêt manifesté par certains organismes syndicaux au domaine de l'enseignement de la langue Amazighe à l'école marocaine, ils ont publiée



des communiqués au sujet de l'intégration de Tamazight à l'enseignement, et ont organisé le premier forum des enseignants de Tamazight, ce qu'on considère comme actions courageuses qu'on espère revoir pour garantir à cette langue sa place méritée.

Nous saisissons cette chance pour conclure cette déclaration, on souhaitant à vous toutes et tous une bonne année Amazighe sans oublier notre principale revendication :

Une loi organique tenant en considération la compétitivité des langues, ayant tendance à valoriser et promouvoir Tamazight et lui garantir l'accès à tous les domaines et tous les champs.

Un conseil national des langues et cultures basé sur une politique linguistique unanime, qui tend vers l'équité entre des deux langues officielles, et qui regroupe toutes les composantes et les expressions linguistiques, culturelles nationale.



ⵜⴰⵎⴰⴳⵣⴰⵏⵜ ⵏ ⵜⴰⵎⴰⴳⵣⴰⵏⵜ ⵏ ⵜⴰⵎⴰⴳⵣⴰⵏⵜ ⵏ ⵜⴰⵎⴰⴳⵣⴰⵏⵜ

La déclaration annuelle du Réseau Amazigh Pour La
citoyenneté 2017